Le principe « un homme, une voix » dans le statut général de la coopération

Le principe « un homme, une voix » dans le statut général de la coopération car le chapitre qui va suivre sera exclusivement consacré à la manière avec laquelle la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération, aborde la question du principe « un homme, une voix ». Il convient dès le début de ce chapitre II de préciser que les dispositions de la loi de 1947 qui seront évoquées dans ce dernier, celles qui visent à l'application du principe « un homme, une voix » comme celles qui visent à le remettre en cause, s'adressent à l'ensemble des différentes formes de sociétés coopératives. En effet, nous l'avons déjà évoqué dans l'introduction générale de cette thèse, cette même loi du 10 septembre 1947 contient également des dispositions qui réglementent, l'application du principe « un homme, une voix » comme ses éventuelles remises en cause, mais qui ne concernent cette fois-ci qu'uniquement un type de société coopérative bien spécifique telles que par exemple les Unions d'Économie Sociale (UES)¹⁹³.

193 Cf. titre II bis de la loi du 10 septembre 1947.

I. Une affirmation en trompe l'œil

Jusqu'à quel point la loi de 1947 affirme-t-elle le principe « un homme, une voix » ?

A. Deux articles pour une même affirmation

En effet, eu égard peut-être à son importance, ce n'est pas un mais deux articles, les articles 4 et 1 alinéa 3 de la loi du 10 septembre 1947, qui affirment de concert le principe « un homme, une voix ». Selon l'article 4 « les associés d'une coopérative disposent de droits égaux dans sa gestion »¹⁹⁴. L'alinéa 3 de l'article 1 réaffirme quant à lui le principe de manière quelque peu plus explicite, en tout cas plus proche de la formulation décidée par les pionniers de Rochdale, en posant comme règle que « chaque membre coopérateur dénommé, selon le cas, « associé » ou « sociétaire », dispose d'une voix à l'assemblée générale »¹⁹⁵. Ces deux articles sont donc dans la continuité de la règle édictée à Rochdale qui fait qu'il n'y a pas nécessairement rapport entre poids politique de l'associé et apport qu'il a effectué. Comment en effet imaginer qu'une loi souhaitant donner des règles communes à l'ensemble du monde coopératif¹⁹⁶ français puisse établir une règle autre que celle-ci. On l'a vu précédemment, compte tenu des objectifs propres aux sociétés coopératives on ne peut concevoir une répartition des droits de vote autre que celle basée sur l'équation « un homme, une voix ». À choisir une autre règle le législateur de 1947 aurait choisi un principe, mais pas un principe coopératif.

194 L'art. 4 de la loi du 10 septembre 1947 est rédigé de la sorte : « Sauf dispositions contraires des lois particulières, présentes ou futures, les associés d'une coopérative disposent de droits égaux dans sa gestion et il ne peut être établi entre eux de discrimination suivant la date de leur adhésion ».

195 L'alinéa 3 de l'art. 1 de la loi portant statut de la coopération est formulé de la sorte : « Sauf dispositions spéciales à certaines catégories de coopératives, chaque membre coopérateur dénommé, selon le cas, « associé » ou « sociétaire », dispose d'une voix à l'assemblée générale ».

196 Pour une définition plus approfondie de la loi du 10 septembre 1947 se référer à l'introduction générale de cette thèse.

B. Deux articles pour une même et grande nuance

Aussitôt affirmée, aussitôt nuancée, voilà une affirmation qui n'étonnera pas les lecteurs les plus consciencieux des notes de bas de page de la page précédente et qui peut parfaitement résumer la philosophie qui est celle des articles 4 et 1 alinéa 3 de la loi du 10 septembre 1947. Deux articles pour une même et grande nuance car si les articles 4 et 1 alinéa 3 affirment le principe « un homme, une voix », ils ouvrent aussi la porte à une multitude de remises en cause. C'est ainsi que l'article 4 avant même d'instaurer la règle instaure son exception, « sauf dispositions contraires des lois particulières, présentes ou futures, les associés d'une coopérative disposent de droits égaux dans sa gestion [...] ».¹⁹⁷ Même chose pour l'article 1 alinéa 3 qui dispose : « Sauf dispositions spéciales à certaines catégories de coopératives, chaque membre coopérateur dénommé, selon le cas, « associé » ou « sociétaire », dispose d'une voix à l'assemblée générale. »¹⁹⁸. Une fois cette dualité des articles 4 et 1 alinéa 3 constatée reste maintenant à s'interroger sur le pourquoi de cette affirmation du principe « un homme, une voix » que l'on peut qualifier des plus relatives.

II. Des choix et des obligations

L'explication d'une affirmation du principe immédiatement suivi de la possibilité de le remettre en question est la conséquence de choix volontaires de la part du législateur, mais également de contraintes dont il ne pouvait passer outre.

A. Des « récalcitrantes »

Ce que l'on constate c'est que certaines sociétés coopératives s'accommodent mal d'une absence de discrimination en matière de droit de vote ; ces sociétés se sont les Sociétés Coopératives Ouvrières de Production (SCOP)¹⁹⁹. Dans ce type de sociétés coopératives les

197 Cf note de bas de page n°190.

198 Cf note de bas de page n°191.

199 Cf chapitre V consacré aux sociétés coopératives ouvrières de production.

associés « historiques » rechignent en effet à être traités de façon similaire aux petits nouveaux. On peut dire de façon imagée que ces sociétés coopératives contiennent dans leurs gènes un chromosome « capitaliste » qui les conduit à souhaiter une répartition différente de celle du principe. Lorsqu'en 1947 le législateur décide que des aménagements du principe seront possibles à l'avenir c'est en grande partie pour satisfaire aux revendications de celles qui à l'époque ne s'appelaient pas encore sociétés coopératives ouvrières de production mais coopératives de production. Ce qu'elles souhaitaient pouvoir faire c'était remettre en cause le principe « un homme, une voix » en accordant un nombre de voix fonction de l'âge de l'associé en question²⁰⁰.

B. Une affaire d'Histoire

1. Des exceptions « légalisées »

Historiquement parlant, et comme on l'a déjà évoqué dans l'introduction générale de cette thèse²⁰¹, ce qu'il faut avoir en tête c'est que la loi du 10 septembre 1947 a été votée après l'adoption de lois particulières réglementant certaines formes de sociétés coopératives : par exemple la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation et qui comme son nom ne l'indique pas forcément très bien réglemente les sociétés coopératives de consommation. Cette loi et plus précisément son article 6, nous aurons largement l'occasion d'y revenir dans le chapitre VI²⁰², avait en effet dès 1917 accordé aux unions des coopératives de consommation la possibilité d'accorder plus d'une voix à certains associés lors des assemblées générales. C'est parce qu'il ne souhaitait pas remettre en cause ces exceptions que le législateur s'est montré pragmatique. Celui-ci ayant autorisé certaines sociétés coopératives à fonctionner ainsi jusqu'alors n'a pas voulu les faire rompre avec leurs manières de faire.

200 Virulentes en 1947 pour demander que la loi leur octroie la possibilité de discriminer en fonction de l'âge, il semble que depuis elles aient une position plus nuancée, gérontocratie oblige (cf. section II consacrée aux unions de coopératives, II. B. *L'égalité rime-t-elle avec démocratie ?*).

201 Cf. introduction générale de cette thèse.

202 Chapitre VI, section I consacrée aux sociétés coopératives de consommation.

2. Une affaire de présent et d'avenir

Le maître mot du législateur concernant la loi portant statut de la coopération a été souple. Le parti pris en 1947 a été, en même temps que d'affirmer les grands principes coopératifs, de laisser à chaque type de sociétés coopératives une liberté d'action. L'article 4 comme l'article 1 alinéa 3 permettent donc au besoin de déroger au principe et les besoins n'ont pas tardé puisque, nous allons le voir dans la section II, le texte même de 1947 contient une exception au principe « un homme, une voix » ; celle accordée aux unions de coopératives.

Dans la droite ligne de la philosophie coopérative le droit français reconnaît le principe « un homme, une voix ». Toutefois si ce principe est affirmé on constate aussi qu'il peut être remis en cause ; ce qu'il est... Ce sont ces remises en cause du principe et par là même leurs impacts sur la gestion démocratique qui seront au cœur des développements de ce chapitre II. Seront donc étudiées successivement, la question de l'article 3 bis de la loi du 10 septembre 1947, puis celle des unions de coopératives réglementées par l'article 9 alinéa 1 de cette même loi de 1947. S'agissant de l'ordre de cette étude il est question d'importance. L'impact sur la gestion démocratique de l'article 3 bis, nous aurons l'occasion de le constater, apparaît en effet beaucoup plus important que celui des unions de coopératives et ce d'autant plus que le nombre d'unions de coopératives reste faible malgré les avantages que ces dernières peuvent procurer à leurs membres.

Section I. Un article révolutionnaire

Révolutionnaire dans le sens où l'article 3 bis de la loi du 10 septembre 1947 introduit une notion qui jusqu'alors était plus que marginale dans le mouvement coopératif ; la notion d'argent. Révolutionnaire l'article 3 bis l'est aussi quelque part car en quelques lignes il « fait d'une pierre deux coups » et remet en cause non pas un mais deux des grands principes coopératifs, le principe « un homme, une voix » comme on l'a vu dans l'introduction de ce chapitre mais aussi le principe de la double qualité²⁰³.

Sous-section I. Une remise en cause du principe « un homme, une voix »...

L'étude de l'article 3 bis se fera en trois étapes. Nous verrons tout d'abord le raisonnement qui a conduit le législateur à instaurer cet article, ensuite nous verrons que ce dernier est en partie erroné, enfin nous verrons les conséquences de cette erreur.

203 Cf. introduction générale de cette thèse pour trouver une définition de ce principe.

I. Un objectif et des conséquences

A. L'article 3 bis ou l'objectif d'attirer des investisseurs

Il y a l'histoire, le début de la coopération moderne, la mise en place des grands principes, et puis malheureusement pour ceux-ci il y a le présent, la réalité économique actuelle. Cette réalité contraint la plupart des sociétés, y compris les sociétés coopératives, à rechercher de nouveaux investisseurs. De nouveaux associés rejoignent donc la famille coopérative, des associés que l'on peut qualifier d'associés investisseurs et pour lesquels cette dernière « sort le grand jeu »...

1. Le renforcement des fonds propres par l'arrivée de nouveaux associés

a. Une nécessité économique...

Beaucoup de sociétés, et les sociétés coopératives n'échappent pas à la règle, ont à l'heure actuelle parmi leurs priorités celles d'accroître leurs fonds propres²⁰⁴. Le but de cette augmentation est multiple. L'augmentation de leurs fonds propres vise tout d'abord à les faire apparaître plus solides financièrement face aux banques lors de négociations, pour l'octroi d'un prêt par exemple. Ensuite un renforcement de leurs fonds propres peut leur permettre d'engager des investissements qui les rendront plus compétitives. Les sociétés coopératives se retrouvent donc à devoir batailler avec d'autres pour atteindre cet objectif et dans cette compétition ces dernières se doivent de réussir ; c'est pour elles une question de survie...

204 Cf. introduction générale de cette thèse.

b. Qui oblige les sociétés coopératives à s'adapter

Conscient de cela la loi du 13 juillet 1992²⁰⁵ leur a permis d'accepter en leur sein des personnes physiques ou morales qui souhaitent apporter des capitaux et seulement apporter des capitaux²⁰⁶, le but de ces investisseurs étant, ni de recourir aux services de la coopérative, ni de bénéficier de son travail entre guillemets²⁰⁷. Le but pour la société coopérative est de voir l'apport effectué par ces derniers venir renforcer ses fonds propres ; article 3 bis « [...] des personnes physiques, notamment leurs salariés, ou morales qui n'ont pas vocation à recourir à leurs services ou dont elles n'utilisent pas le travail mais qui entendent contribuer notamment par l'apport de capitaux à la réalisation des objectifs de la coopérative ». Quant aux conditions dans lesquelles s'effectue cet investissement la loi s'est efforcée de mettre en place le même système que dans les sociétés classiques.

2. « On n'attrape pas des mouches avec du vinaigre »

a. Un, deux, plusieurs associés investisseurs

La définition de ces associés investisseurs se révèle des plus problématiques car il existe une multitude de profils. Cela va en effet de l'investisseur « pur et dur », si je puis dire, qui investit dans la société coopérative avec le même esprit capitaliste²⁰⁸ entre guillemets que s'il avait investi dans une société anonyme par exemple, à l'investisseur convaincu par l'idée coopérative, c'est notamment le cas d'un retraité d'une société coopérative ouvrière de production qui investit pour aider ses « successeurs », en passant par la société coopérative qui investit dans un esprit à mi-chemin entre celui de l'« investisseur capitaliste » et celui de l'« investisseur désintéressé » ou « militant ». De plus ces profits doivent être nuancés.

205 Plus précisément la loi n°92-643 relative à la modernisation des entreprises coopératives (pour de plus amples informations sur cette très importante loi pour le monde de la coopération se référer à l'introduction générale de cette thèse).

206 Il convient ici de préciser deux choses. Premièrement la possibilité de recourir à ce type d'associé existait avant 1992 comme nous le verrons dans le chapitre V consacré aux sociétés coopératives ouvrières de production. Deuxièmement même si la loi de 1992 introduit des règles destinées à l'ensemble des sociétés coopératives, nous verrons également dans les développements futurs que cela ne signifie pas nécessairement que celles-ci pourront s'appliquer à l'ensemble des différentes formes de sociétés coopératives.

207 C'est en ce sens, si l'on se remémore ce qui a été évoqué dans l'introduction générale de cette thèse, que cet article remet en cause un autre grand principe coopératif, celui de la double qualité.

208 En ayant en tête ici tout ce que l'on a dit dans le chapitre I sur cette notion de capitalisme.

L'« investisseur capitaliste » peut à rendement égal choisir d'investir dans une société coopérative parce qu'il est sensible à l'idée coopérative. De même notre coopérateur retraité peut aussi concevoir son aide comme un investissement lui rapportant de l'argent, les deux n'étant pas incompatibles. Le terme investisseur dans associé investisseur doit donc se comprendre comme recouvrant une multitude de situations, nous aurons l'occasion d'en reparler.

b. La séduction coopérative

On l'a vu quelques lignes auparavant la société coopérative se doit de renforcer ses fonds propres en admettant comme associés des associés investisseurs. Or pour attirer ces derniers le législateur est parti du principe qu'il fallait donner à la société coopérative la possibilité de renoncer au principe « un homme, une voix » afin qu'elle puisse accorder à ces associés plus d'une voix en échange de leurs investissements. Pour ce dernier il apparaissait évident que ces investisseurs n'auraient pas été très enclin à apporter des capitaux à la société coopérative alors que cette dernière ne leur aurait attribué en retour qu'une voix en tout et pour tout. La société coopérative devait se montrer sous son meilleur jour pour séduire ces investisseurs. Dans cette optique les statuts des sociétés coopératives peuvent donc prévoir comme l'indique l'article 3 bis que ces « associés non coopérateurs ou certaines catégories d'entre eux disposent ensemble d'un nombre de voix proportionnel au capital qu'ils détiennent ». Cependant, et nous allons le voir dans le paragraphe II, il semble que ce raisonnement soit quelque peu erroné.

B. L'abandon de l'égalité politique entre les différents associés

La règle édictée à Rochdale était celle de l'égalité entre les associés d'un point de vue politique. Avec le système des pionniers chaque associé ne devait lors des assemblées générales ne disposer que d'une seule et unique voix. Avec la loi du 13 juillet 1992 et l'instauration de l'article 3 bis exit cette règle. Si les statuts le décident des associés

investisseurs peuvent se retrouver avec plus d'une voix lors de ces mêmes assemblées générales.

1. La mise en place d'un système capitaliste...

a. Une répartition proportionnelle...

L'article 3 bis alinéa 3 de la loi du 10 septembre 1947 introduit en effet la possibilité d'une répartition proportionnelle des voix : « Les statuts peuvent prévoir que ces associés non coopérateurs ou certaines catégories d'entre eux disposent ensemble d'un nombre de voix proportionnel au capital qu'ils détiennent ». C'est ainsi que l'article 3 bis introduit dans le droit coopératif français, au même titre nous allons le découvrir dans la section II que les unions de coopératives, la possibilité d'une répartition des voix autres que la sacro-sainte loi « un homme, une voix » avec à la clé une atteinte à la gestion démocratique des sociétés coopératives.

b. ...en fonction de l'argent

La nouvelle répartition des voix qu'autorise l'article 3 bis est en effet basée sur l'apport effectué par les associés investisseurs, donc sur l'argent. Ce n'est donc ni plus ni moins qu'un « esprit capitaliste » dans la manière de répartir une partie des droits de vote qui peut s'installer si les membres de la société coopérative le décident ainsi. Dans une société qui a pour objectif de faire passer la personne avant l'argent, d'en faire son centre de gravité, cela fait évidemment grandement désordre.

2. ...et d'une discrimination positive

Le système qui peut se mettre en place dans le cadre de l'article 3 bis peut également se révéler être discriminatoire dans le sens où l'attribution d'un nombre de voix proportionnel

est accordé, soit à l'ensemble des associés investisseurs, ou bien alors, et là je cite l'article 3 bis, à « certaines catégories d'entre eux ». Or, aussi surprenant que cela puisse paraître au premier abord, si cette dernière solution est retenue et qu'il y a discrimination au sein de la coopérative cela peut se révéler positif pour la gestion démocratique²⁰⁹. En effet si l'on se place du point de vue du principe « un homme, une voix » stricto sensu c'est quelque chose de positif de voir certains associés investisseurs discriminés par rapport à d'autres car cela permet à ces derniers de rester soumis au principe. Aussi paradoxal que cela puisse paraître plus il y a d'associés discriminés et mieux c'est pour le principe et donc pour la gestion démocratique. Au final on a donc en quelque sorte, une discrimination, positive !

II. Quand la sociologie bouscule le droit

On va s'intéresser ici aux associés investisseurs et plus exactement à leurs motivations et démontrer que ces dernières contredisent en grande partie le raisonnement qui a été suivi par le législateur rendant ainsi l'abandon du principe « un homme, une voix » largement inutile.

A. Qu'est-ce qui pousse les investisseurs à investir ?

1. Le raisonnement du législateur de 1992

On a commencé à l'évoquer dans le paragraphe I le raisonnement qui a été suivi par le législateur a été de voir dans le principe « un homme, une voix » un handicap pour attirer les investisseurs, d'où les adaptations qu'il a autorisées. Cette position est d'ailleurs largement partagée par les différents commentateurs. Bernard SAINTOURENS écrit par exemple²¹⁰, « si une telle conséquence [l'aménagement du principe « un homme, une voix »] paraissait

209 Cf. sous-section II, II.

210 B. SAINTOURENS, *Sociétés coopératives et sociétés de droit commun*, Revue des sociétés, 1996.

inévitables pour attirer vers les coopératives des associés purement investisseurs [...] »²¹¹. Dans le même ordre d'idées certain voit dans le principe « un homme, une voix » un frein à l'arrivée d'un sauveur financier en cas de difficultés économiques. Cette façon de raisonner est en réalité juste, en même temps qu'elle est erronée. À partir de là, la question à laquelle il faut répondre est : quel est le degré d'erreur du législateur ? Mais pour pouvoir répondre à cette question il faut d'abord répondre à une autre : qu'est-ce que recherche l'investisseur ? Or nous l'avons vu précédemment il n'existe pas une catégorie d'investisseurs mais plusieurs, la réponse à cette question sera donc multiple ; tout dépendra de l'associé en question.

2. La réalité sociologique qui contredit ce raisonnement

Pourquoi un investisseur investit ? Voilà la question dont il est question ici.

a. Au pouvoir beaucoup préfèrent l'argent

Pour l'« investisseur capitaliste » la réponse se trouve dans son nom ; capitaliste comme capital, comme argent. Ce que recherche ce dernier c'est un placement qui lui rapporte de l'argent. Qu'en est-il maintenant du pouvoir qui va de pair avec ce placement. D'une manière générale les investisseurs évoqués ici sont moins intéressés par le nombre de voix que leur procure leur investissement que par les revenus qu'ils peuvent en tirer. Pour le professeur Yves GUYON les actionnaires, c'est-à-dire des personnes qui fonctionnent de la même façon que nos investisseurs dont il est question ici, ne s'intéressent que très peu au pouvoir et ce qui leur importe c'est ce qu'ils peuvent tirer de leurs investissements sur le plan financier. Yves GUYON résume sa pensée par cette phrase quelque peu provocatrice, mais il est vrai que vu le titre de l'ouvrage dans lequel se trouve l'article dont cette phrase est issue, « Propos impertinent de droit des affaires », on ne s'attendait pas à moins, « À la limite mieux vaudrait pour l'actionnaire, une société dirigée de manière dictatoriale, mais qui réaliserait des profits, plutôt qu'une société parfaitement démocratique qui ne générerait que des pertes ». On peut néanmoins affiner quelque peu cette analyse et voir qu'au final le pouvoir a quand même un intérêt pour ces « investisseurs capitalistes » lorsque ce dernier leur permet

²¹¹ En précisant ici que B. SAINTOURENS évoque certainement dans ses propos les investisseurs que l'on a qualifié précédemment de « capitalistes ».

d'obtenir un meilleur rendement. Au final il apparaît néanmoins que l'intérêt de remettre en cause le principe se trouve quelque peu réduit.

b. Au pouvoir et à l'argent certains choisissent la coopérative

On est ici dans une situation radicalement différente de celle du paragraphe précédent. Si pour les « investisseurs capitalistes » le raisonnement se construisait essentiellement autour du concept d'argent, il en est radicalement différent ici. En effet l'« investisseur militant » investit pour aider, par exemple son ancienne coopérative comme dans notre exemple précédent du retraité, ou plus généralement par conviction dans les idées de la coopération, c'est le cas d'une société coopérative qui investit dans une autre pour l'aider par exemple à se développer. Ce qui motive ces personnes-là ce n'est pas le fait de posséder un nombre de voix en adéquation avec le capital investi et encore moins le retour sur investissement²¹². Peut-on là aussi s'interroger sur la pertinence de l'abandon du principe « un homme, une voix ».

B. Une remise en cause du principe inutile ?

1. Les investisseurs auraient-ils refusé d'investir ?

Nous l'avons vu dans le paragraphe I il existe non pas une catégorie d'associés investisseurs mais des catégories d'associés investisseurs composées de personnes qui possèdent leurs propres façons de fonctionner. Un « investisseur capitaliste » sera peut-être intéressé à 100% par l'argent alors qu'un autre le sera à 90% et que la puissance politique l'intéressera à hauteur de 10%, un « investisseur désintéressé » ne sera peut-être pas du tout intéressé par l'argent, un autre un petit peu,... autant d'hypothèses que de personnes. Cependant des « investisseurs capitalistes » refuseraient-ils d'investir dans un placement rentable au motif qu'ils ne recevraient en échange de leur investissement qu'une seule et unique voix ? On peut réellement se poser la question. De même dans le cas des « investisseurs désintéressés », remettraient-ils en cause leur investissement au motif qu'il n'y

²¹² Nous aurons l'occasion de reparler de la façon de se comporter de ces personnes qui composent le monde coopératif.

a pas de rapport entre l'investissement et le pouvoir politique ? Il semble donc que l'on puisse arriver à la conclusion que la remise en cause du principe « un homme, une voix » est largement injustifiée et de ce fait largement inutile. Un seul bémol tout de même ici en constatant qu'à rendement égal l'« investisseur capitaliste » sera tenté de choisir une société lui offrant un nombre de voix en rapport avec son investissement plutôt qu'une société coopérative qui ne lui offrirait qu'une seule et unique voix ou alors un nombre de voix pas nécessairement en rapport avec son investissement²¹³.

2. Maintien du principe « un homme, une voix » et vitalité

Ce qui va être démontré dans ces quelques lignes c'est qu'il est parfaitement possible pour une société coopérative de maintenir l'application du principe « un homme, une voix » sans pour autant devenir une société marginale en proie à des difficultés financières et vouée à disparaître. On peut être attrayante sans pour autant renoncer à une répartition égalitaire des droits de vote.

C'est le cas de l'association coopérative, une société coopérative propre à la région alsacienne et au département mosellan. Sans entrer dans les détails du fonctionnement de cette coopérative il est intéressant de constater, alors que beaucoup prévoient sa disparition en raison notamment de l'application stricte du principe « un homme, une voix »²¹⁴, qu'elle constitue depuis quelques années une façon d'entreprendre qui connaît un certain succès. Pourquoi un tel succès ? Sans se livrer à une étude complète sur ce sujet on peut néanmoins fournir quelques éléments de réponse. Ce qui plaît tout d'abord avec l'association coopérative c'est la souplesse dont elle fait preuve et ce malgré un formalisme qui peut aussi parfois être présent²¹⁵ ; souplesse lorsque l'on souhaite adhérer, souplesse également lorsque l'on souhaite quitter l'association coopérative. Ce qui plaît aussi avec l'association coopérative ce sont les

213 En effet, nous allons le voir lorsque nous allons évoquer la question des limites contenues dans l'art. 3 bis, à partir du moment où un investisseur possède plus de 35 ou 49% du capital, selon les cas, il ne peut plus mathématiquement y avoir adéquation entre le montant de son investissement et le nombre de voix qu'il possède.

214 Les autres éléments du statut de l'association coopérative qui permettaient de penser à une disparition programmée de cette dernière étant entre autres : un formalisme parfois très contraignant qui ralentit la gestion de la coopérative, des dispositions du statut qui font doublon avec des dispositions contenues dans la loi du 10 septembre 1947, etc.

215 Cf. note ci-dessus.

évolutions, ou plutôt les transformations, possibles de cette dernière en société commerciale si la réussite économique rencontre la volonté des associés de passer à autre chose.

C'est aussi le cas de certaines sociétés coopératives qui composent la coopération artisanale²¹⁶.

Conclusion sous-section I

Au terme de cette sous-section I on peut donc réellement s'interroger sur la nécessité de l'octroi d'un nombre de voix proportionnel au capital investi pour attirer de nouveaux investisseurs et par la même sur l'utilité pour l'article 3 bis de rompre avec le principe « un homme, une voix » lorsque l'on sait les conséquences que cela induit pour la gestion démocratique²¹⁷. Toujours est-il que l'article 3 bis marque un tournant et ouvre à l'ensemble des sociétés coopératives la possibilité de mettre en place une répartition des droits de vote en fonction d'un capital investi²¹⁸. Depuis la loi du 13 juillet 1992 il y a éventuellement atteinte au principe car il peut ne plus y avoir égalité entre les associés « lambda » et les associés investisseurs. Cependant tout n'est pas négatif. Comme nous allons le voir dans la sous-section II, la rédaction de l'article 3 bis laisse des marges de manœuvre aux rédacteurs des statuts qui peuvent profiter à la gestion démocratique. De même, et nous allons également le découvrir dans la sous-section qui va s'ouvrir juste après, cette révolution à l'intérieur des sociétés coopératives n'est pas totale, elle est encadrée, car le législateur est venu fixer des limites.

216 Cf. chapitre VI, section II, sous-section I.

217 On mesure ici, au passage, l'utilité bien plus grande qui est celle de la loi de 1992 lorsque cette dernière se « concentre » sur la rémunération des apports des « investisseurs capitalistes » ou lorsque celle-ci crée de nouveaux instruments financiers (cf. introduction générale de cette thèse).

218 Ouvrir à l'ensemble des sociétés coopératives une possibilité dans le sens où la répartition des droits de vote en fonction du capital n'est pas née avec la loi de 1992. Le législateur de 1992 n'a pas introduit un nouveau concept mais en a généralisé un qui n'était pas inconnu du monde coopératif. La loi du 12 juillet 1985 (loi n°85-703) a en effet à un moment autorisé dans les sociétés coopératives ouvrières de production des associés investisseurs à posséder un nombre de voix fonction du capital détenu par ces derniers (cf. chapitre V consacré à la société coopérative ouvrière de production).

Sous-section II. ...encadré

Les rédacteurs de la loi du 13 juillet 1992 conscients du séisme que constituait l'introduction dans le droit coopératif français de cette nouvelle répartition des droits de vote ont donc fixé des limites. Ces limites ce sont les alinéas 2 et 4 de l'article 3 bis de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947. De plus à côté de ces limites que l'on peut qualifier de juridiques il en existe d'autres, socio-économiques cette fois-ci.

I. Les limites juridiques...

Ces limites sont contenues aux alinéas 2 et 4 de l'article 3 bis de la loi du 10 septembre 1947 :

alinéa 2 : « Les associés non coopérateurs ne peuvent détenir ensemble plus de 49% du total des droits de vote, sans que les droits des associés qui ne sont pas des sociétés coopératives puissent excéder la limite de 35% ».

alinéa 4 : « Lorsque la part de capital que détiennent les associés non coopérateurs définis au premier alinéa excède, selon le cas, 35% ou 49% du total des droits de vote, le nombre de voix attribué à chacun d'entre eux est réduit à due proportion ».

Ces règles étant connues il importe maintenant d'en comprendre leur pourquoi, puis d'en voir leurs conséquences sur la protection du principe « un homme, une voix » et par suite logique sur la protection de la gestion démocratique des sociétés coopératives.

A. « Ménager la chèvre et le chou »

« Ménager la chèvre » comme assurer la protection des plus forts, à savoir les associés investisseurs²¹⁹, et « ménager le chou » comme assurer la protection, des plus faibles cette fois-ci, c'est-à-dire les associés de base entre guillemets qui ne possèdent en vertu du principe

²¹⁹ En précisant qu'on pense surtout ici aux « investisseurs capitalistes ».

« un homme, une voix » qu'une seule et unique voix lors des assemblées générales. On est parti du principe que les sociétés coopératives se devaient pour séduire des investisseurs de leur donner des garanties²²⁰ sans pour autant que ces derniers n'écrasent les petits associés.

1. La protection des plus forts...

Cette protection passe par l'octroi d'une minorité de blocage lors des assemblées générales extraordinaires. C'est le cas lors des assemblées générales extraordinaires des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée, deux formes de sociétés que revêtent un certain nombre de sociétés coopératives qui nous intéressent dans le cadre de cette thèse. Par exemple la société coopérative ouvrière de production peut revêtir la forme d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée. La société coopérative de commerçants détaillants adopte quant à elle la forme d'une société anonyme.

a. Dans les sociétés anonymes

La règle dans les sociétés anonymes veut qu'une résolution lors des assemblées générales extraordinaires soit adoptée si elle recueille la majorité des 2/3 des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés (article L.225-96 alinéa 3 du Code de commerce²²¹ : « Elle [l'assemblée générale extraordinaire] statue à la majorité des 2/3 des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés »). Cependant cette règle n'a pas une portée absolue. L'unanimité est en effet requise en cas de transformation de la société anonyme en société en nom collectif (article L.225-245 alinéa 1) ou en société par actions simplifiées (article L.227-3) ou en cas d'augmentation des engagements des associés (article 1836 alinéa 2 du Code civil). De même la transformation de la société anonyme en société à responsabilité limitée nécessite une majorité des deux tiers du capital social (article L.225-245 alinéa 3). La transformation de cette même société anonyme en commandite simple ou par actions exige une majorité des 2/3 des voix et l'accord de tous les futurs associés

220 Nous avons vu dans la sous-section I à quel point ce raisonnement méritait néanmoins d'être nuancé.

221 Sauf indication contraire tous les articles qui seront cités dans les lignes qui suivent sont issus du Code de commerce sans pour autant que cela soit précisé à chaque fois afin d'éviter toute « pesanteur » dans la rédaction.

commandités. Enfin l'augmentation du capital par incorporation de bénéfices, de réserves ou primes d'émission se décide à la majorité des voix que possèdent les actionnaires présents ou représentés (article L.225-130)²²².

b. Dans les sociétés à responsabilité limitée

En matière de modification des statuts les choses dans les sociétés à responsabilité limitée sont un peu plus complexes depuis la loi n°2005-882 du 2 août 2005. Il convient en effet depuis cette loi de 2005 de distinguer entre les sociétés à responsabilité limitée créées avant 2005 et celles créées après cette date. Pour celles créées après 2005 une majorité des deux tiers des parts sociales entérine une modification des statuts sauf dispositions des statuts prévoyant une majorité plus élevée, article L.223-30 alinéa 3. Pour celles créées avant 2005 la majorité entraînant une modification des statuts est plus élevée et est fixée au trois quarts des parts sociales sans que les statuts ne puissent prévoir une majorité plus élevée, article L.223-30 alinéa 2, en sachant que ces dernières ont la possibilité conformément à l'article L.223-30 alinéa 4 d'opter pour les règles de majorité en cours dans les sociétés à responsabilité limitée créées après 2005. Il existe cependant un certain nombre d'exceptions à ces règles de majorité. En effet le changement de nationalité de la société à responsabilité limitée (alinéa 1 de l'article L.223-30), la transformation de cette dernière en société en commandite simple, en société en commandite par actions, en société en nom collectif (article L.223-43 alinéa 1^{er}) ainsi qu'en société par action simplifiée (article L.227-3), l'augmentation des engagements des associés (article 1836 alinéa 2 du Code civil), le choix pour les sociétés à responsabilité

222 Art. L.225-245 alinéa 1 : « La transformation [de la société anonyme] en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. [...] » ;

Art. L.227-3 : « La décision de transformation en société par actions simplifiée est prise à l'unanimité des associés » ;

Art. L.1836 alinéa 2 du Code civil : « En aucun cas, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans le consentement de celui-ci » ;

Art. L.225-245 alinéa 3 : « La transformation [de la société anonyme] en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme. [à savoir les deux tiers du capital social] » ;

Art. L.225-245 alinéa 2 : « La transformation [de la société anonyme] en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être associés commandités » ;

Art. L.225-130 : « Lorsque l'augmentation du capital, que ce soit par émission de titres de capital nouveaux ou par majoration du montant nominal des titres de capital existants, est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'assemblée générale, par dérogation aux dispositions de l'art. L. 225-96, statue dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'art. L.225-98. [...] » (art. L.225-98 alinéa 3 : « Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. »).

limitée créées avant la loi du 2 août 2005 d'être soumis aux mêmes règles de majorité que les sociétés à responsabilité limitée créées après cette même loi (article L.223-30 alinéa 4), ne peuvent se faire qu'à l'unanimité des associés. De même l'augmentation de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est entérinée à partir du moment où des associés représentant 50% des parts le décident (article L.223-30 alinéa 6). La révocation du gérant quant à elle, sauf si les statuts choisissent une majorité plus forte ou que la société à responsabilité limitée exploite une entreprise de presse, se décide à la majorité absolue (article L.223-25 alinéas 1 et 3)²²³. Enfin la transformation de la société à responsabilité limitée en société anonyme se décide elle aussi à la majorité absolue à partir du moment où le montant des capitaux propres est supérieur au dernier bilan à 750 000 Euros (article L.223-43 alinéa 2)²²⁴.

223 S'agissant de l'hypothèse où une société à responsabilité limitée exploite une entreprise de presse la révocation du gérant se prend à la majorité des 3/4 du capital social.

224 Art. L.223-30 alinéa 3 : « [...] pour les modifications statutaires des sociétés à responsabilité limitée constituées après la publication de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises [...] les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. Les statuts peuvent prévoir des quorums ou une majorité plus élevés, sans pouvoir, pour cette dernière, exiger l'unanimité des associés. » ;

Art. L.223-30 alinéa 2 : « Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toute clause exigeant une majorité plus élevée est réputée non écrite. » ;

Art. L.223-30 alinéa 4 : « Les sociétés constituées antérieurement à la publication de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 précitée peuvent, sur décision prise à l'unanimité des associés, être régies par les dispositions du troisième alinéa. » ;

Art. L.223-30 alinéa 1^{er} : « Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. » ;

Art. L.223-43 alinéa 1^{er} : « La transformation d'une société à responsabilité limitée en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés. » ;

Art. L.227-3 : « La décision de transformation en société par actions simplifiée est prise à l'unanimité des associés. » ;

Art. 1836 alinéa 2 du Code civil : « En aucun cas, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans le consentement de celui-ci. » ;

Art. L.223-30 alinéa 4 : « Les sociétés constituées antérieurement à la publication de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 précitée peuvent, sur décision prise à l'unanimité des associés, être régies par les dispositions du troisième alinéa. » ;

Art. L.223-30 alinéa 6 : « Par dérogation aux dispositions des deuxième et troisième alinéas, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales. » ;

Art. L.223-25 alinéa 1 et 3 : « Le gérant peut être révoqué par décision des associés dans les conditions de l'art. L.223-29, à moins que les statuts prévoient une majorité plus forte. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts. »

« Par dérogation au premier alinéa, le gérant d'une société à responsabilité limitée exploitant une entreprise de presse au sens de l'article 2 de la loi n°86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse n'est révocable que par une décision des associés représentant au moins les trois quarts du capital social ».

Art. L.223-29 alinéa 1 : « Dans les assemblées ou lors des consultations écrites, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. » ;

Art. L.223-43 alinéa 2 : « La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros ».

Au final les grandes décisions ne peuvent se décider sans l'aval des associés investisseurs. Si l'on fait le bilan des différentes règles de majorité l'on constate que dans la grande majorité des questions à trancher lors des assemblées générales extraordinaires la minorité de blocage se situe, soit à 1/3 des voix plus une, c'est le cas dans les sociétés anonymes et dans les sociétés à responsabilité limitée créées après la loi de 2005, soit à 1/4 des voix plus une dans les sociétés à responsabilité limitée créées avant 2005. Or les associés investisseurs peuvent posséder jusqu'à 35% des droits de vote ce qui dans une telle situation leur permet donc de bloquer une résolution qui leur déplaît. Le législateur a estimé que pour pouvoir séduire ces associés investisseurs la société coopérative se devait de leur offrir une minorité de blocage lors des grandes décisions qui relèvent des assemblées générales extraordinaires, d'où ce seuil des 35%. Une précision doit néanmoins être faite ici : il ne s'agit que d'hypothèses où le statut particulier de la société coopérative qui revêt la forme de société anonyme ou de société à responsabilité ne prévoit pas d'autres règles qui trouveraient alors à s'appliquer en vertu du principe *Specialia generalibus derogant*. Les sociétés coopératives de consommation qui optent majoritairement pour revêtir la forme de sociétés anonymes ne sont pas par exemple concernées par le raisonnement de ce paragraphe, ce qui ici ne change cependant pas les conclusions évoquées par ce même paragraphe. La loi du 7 mai 1917 auxquelles elles sont soumises prévoit en effet dans son article 4 alinéa 7 que « dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des sociétaires présents ou représentés. ».

2. ...comme des plus faibles

Parfaitement consciente que la présence ou plutôt que l'éventuelle présence, car nous l'avons déjà constaté et nous le reverrons la présence des associés investisseurs relève d'une décision des statuts, pouvait rentrer en conflit avec la philosophie coopérative, la loi a décidé de mettre en place des limites. Dans une société qui a été conçue, voulue, par ces « concepteurs »²²⁵ comme étant une société souhaitant replacer l'homme au cœur du système, le législateur est parti du principe qu'il se devait de fixer des limites afin de conserver au principe « un homme, une voix » une certaine place en même temps qu'elles permettraient de

225 Cf. chapitre I.

protéger les associés qui ne possèdent qu'une faible quantité de pouvoir contre l'éventuel appétit « vorace » des associés investisseurs. Il est vrai qu'imaginer une société coopérative dans laquelle des associés investisseurs dirigeraient la société en se répartissant les voix selon le capital qu'ils ont investi serait idéologiquement parlant quelque chose d'assez surprenant...

B. Des limites efficaces

Le propos est ici de s'interroger sur l'utilité des limites instaurées par la loi quant à la préservation du principe « un homme, une voix ».

1. Le principe « un homme, une voix » conserve son rang

a. Des seuils...

L'article 3 bis fixe en effet des limites quant au nombre de droit de vote susceptible de ne plus être concerné par le principe « un homme, une voix ». Au final et au maximum ce ne sont que 35% de l'ensemble des droits de vote qui peuvent ainsi être répartis en fonction du capital investi, alinéa 2 de l'article 3 bis. 65% des droits de vote restent donc répartis selon le principe mis en forme à Rochdale. Ces 35% peuvent néanmoins être augmentés jusqu'à 49% si dans les associés investisseurs figurent des sociétés coopératives sans pour autant que les droits des autres associés investisseurs qui ne sont pas des sociétés coopératives ne dépassent la limite des 35% évoquée précédemment, article 3 bis alinéa 2. Pour être complet notons également que l'alinéa 4 de l'article 3 bis précise que si la part du capital détenu par ce type d'associés, qu'il soit une société coopérative ou non, donne droit à plus de 35 ou 49%, selon les hypothèses, de l'ensemble des droits de vote alors : « le nombre de voix attribué à chacun d'entre eux est réduit à due proportion ».

b. ...trompeurs

En effet il convient de bien voir que le seuil de 35% peut aussi dans certaines circonstances se révéler trompeur. Pour l'article 3 bis de la loi du 10 septembre 1947, et cela de manière implicite, l'associé investisseur est celui qui « arrive » dans la société en tant qu'associé investisseur. Il rentre dans la société coopérative au moment où il réalise son investissement. Si l'on suit ce raisonnement les associés investisseurs, anciens salariés de la société coopérative et ayant réalisé leur investissement pendant leur période de salariat, ne rentrent donc pas dans cette catégorie puisqu'au moment où leur investissement est effectué ils sont déjà membres de cette dernière²²⁶. Ces anciens salariés investisseurs ne sont donc pas concernés par le seuil des 35% ce qui fait que l'on peut se retrouver dans une société coopérative avec des associés investisseurs possédant par exemple 40% des droits de vote. Dans un tel cas de figure ce n'est donc plus 65% des droits de vote qui se répartissent selon le principe « un homme, une voix » mais 60%, c'est en ce sens que le seuil de 35% peut tromper. Deux choses pour en terminer avec cette « tromperie ». Premièrement il conviendra de toujours avoir en tête cette dernière lorsque l'on abordera à nouveau dans les développements qui vont suivre la question des associés investisseurs de l'article 3 bis. Deuxièmement nous verrons ci-dessous que ces anciens salariés appartiennent à une catégorie d'associés investisseurs qui ne posent pas vraiment de problème quant à la problématique qui est la nôtre et que par voie de conséquence ce changement de seuil ne pourra avoir une influence décisive.

2. Pas de majorité mais une minorité de blocage

En effet les limites de l'article 3 bis, situées aux seuils de 35% ou de 49%, empêchent les associés investisseurs de détenir le pouvoir dans ces dernières. Cependant, et on l'a vu précédemment, ces seuils permettent aussi aux associés investisseurs de bénéficier dans de nombreuses hypothèses d'une minorité de blocage lors des assemblées générales extraordinaires. L'absence de majorité n'appelle pas de longs commentaires par rapport à la problématique de la gestion démocratique ; cette dernière est une mesure qui va dans le bon sens. La protection des « petits » associés qui ne possèdent qu'une seule et unique voix lors

²²⁶ Pour la loi ces anciens salariés demeurent des associés salariés.

des assemblées générales est en effet assurée dans le sens où les associés investisseurs ne peuvent au mieux ou au pire, c'est selon, ne posséder que 49% des droits de vote (article 3 bis alinéa 2). De même la minorité de blocage ne pose elle aussi pas de réels soucis au regard de la gestion démocratique, au contraire au passage au regard du principe de la double qualité. On peut cependant regretter cette situation dans le sens où cette minorité de blocage est largement inutile. En effet, au même titre que la remise en cause du principe est largement inutile, l'instauration de cette minorité de blocage l'est également car avec ou sans cette minorité les « investisseurs capitalistes » comme ceux qui sont « désintéressés » auraient tout de même largement investi (cf. sous-section I).

La conclusion que l'on peut tirer de ces limites imposées par la loi c'est quelles sont parfaitement indispensables car ces dernières permettent aux sociétés coopératives de continuer de fonctionner majoritairement selon le principe « un homme, une voix » ; quoi qu'il arrive²²⁷. Seul bémol ici la minorité de blocage qui, compte tenu de l'objectif de l'article 3 bis, attirer des investisseurs, et même si elle n'a aucune influence sur la gestion démocratique, remet quand même en cause un grand principe, le principe de la double qualité, alors que cela n'apparaît pas comme indispensable. Toutefois aussi efficaces qu'elles soient ces limites juridiques apparaissent également insuffisantes et même dans certaines circonstances superflues...

II. ...insuffisantes (?), suppléées, et superflues (?) de l'article 3 bis

Des limites légales insuffisantes car le législateur n'a pas fixé certaines limites qui peuvent dans certaines circonstances se révéler problématiques. Des limites légales qui se révèlent également suppléées dans le sens où à leurs cotés il en existe d'autres, les limites socio-économiques, toutes aussi puissantes et qui elles aussi limitent l'atteinte au principe. Superflues enfin car les limites légales comme les limites socio-économiques peuvent apparaître aussi comme superflues.

²²⁷ Précisons au passage que si ces limites permettent d'atteindre cet objectif cela se fait au prix d'une certaine complexité lorsqu'il s'agit d'organiser les assemblées générales.

A. Les limites socio-économiques

Limites socio-économiques comme l'étude des personnes qui influencent la manière de fonctionner de la société coopérative. Il va s'agir ici de s'intéresser aux personnes susceptibles de mettre en place le système des associés investisseurs comme aux associés investisseurs et de voir que la manière de penser de ceux-ci peut avoir une influence sur la protection du principe « un homme, une voix ».

1. Les limites idéologiques

On va voir dans les lignes qui suivent toute l'influence que peut avoir la philosophie coopérative dans la mise en place, ou non, du système de l'article 3 bis.

a. Qu'entend-on par limites idéologiques ?

Il convient en effet tout d'abord de définir en quelques lignes ce que l'on entend par limites idéologiques. Dans les sociétés coopératives on retrouve deux types de limites idéologiques. Les limites idéologiques qui sont celles des « investisseurs désintéressés » et des personnes chargées de mettre en place le fonctionnement de la société coopérative²²⁸ et donc pour ce qui nous intéresse ici le système « article 3 bis », et les limites qui concernent cette fois-ci les « investisseurs capitalistes ».

Les limites qui sont celles des « investisseurs désintéressés » ou de ceux qui ont à décider des statuts font que les personnes qui y sont soumises intellectuellement parlant, ou plus exactement idéologiquement parlant, font passer les valeurs coopératives avant tout. Néanmoins il convient immédiatement de nuancer ce propos en précisant qu'il s'agit ici de la description du comportement qui doit être, et qui dans la plupart du temps est, celui d'une personne membre de la famille coopérative mais bien entendu il existe de nombreuses exceptions. L'autre nuance qu'il convient également de préciser ici c'est qu'il faut bien voir

²²⁸ À noter que dans les développements ultérieurs cette nuance ne sera pas à chaque fois nécessairement précisée afin que la rédaction soit plus fluide.

que la liberté de choix découle aussi en partie de la loi²²⁹. Ce n'est que parce que la loi est construite avec une marge de liberté que ces limites trouvent à s'exprimer. Ces limites idéologiques sont donc également au moins en partie légales ; on pourrait quelque part parler aussi ici de limites socio-juridiques.

Quant aux limites idéologiques des « investisseurs capitalistes » elles sont pour leurs parts dictées par l'argent et appellent la même nuance que celles que l'on vient d'évoquer ci-dessus à propos de l'hétérogénéité des situations.

Pour terminer avec ces limites idéologiques il convient de bien avoir à l'esprit qu'il n'existe pas par exemple une limite idéologique propre aux « investisseurs désintéressés » mais des limites idéologiques propres à chaque « investisseur désintéressé », fruit de leur histoire personnelle et professionnelle, de leur conviction, sensibilité, etc. La même remarque peut être faite pour les limites idéologiques propres aux deux autres catégories de personnes évoquées ici.

b. Une rédaction des statuts sous surveillance

La rédaction des statuts s'effectue en effet sous la surveillance de l'esprit coopératif. Le mécanisme qui agit, ou plutôt qui surveille, est ici le même que celui qui pousse les « investisseurs désintéressés » à rechercher autre chose que le pouvoir, on peut appeler cela l'esprit coopératif. Il peut se manifester à trois niveaux.

Au niveau de la mise en place des associés investisseurs tout d'abord : alinéa 1 de l'article 3 bis de la loi du 10 septembre 1947, « Les coopératives peuvent admettre comme associés non coopérateurs, dans les conditions et limites fixées par leurs statuts, des personnes physiques, notamment leurs salariés, ou morales qui n'ont pas vocation à recourir à leurs services ou dont elles n'utilisent pas le travail mais qui entendent contribuer notamment par l'apport de capitaux à la réalisation des objectifs de la coopérative. ». On constate ici, « les coopératives peuvent admettre comme associés non coopérateurs », qu'il ne s'agit que d'une possibilité pour les sociétés coopératives d'admettre ce type d'associés mais qu'au final ce sont les statuts, et par là même les associés lors de la rédaction des statuts ou plus tard lors d'assemblées générales extraordinaires, qui décident. Voilà le premier endroit où les limites

229 Cf. paragraphe b ci-après.

idéologiques peuvent opérer. Par choix idéologique certaines sociétés coopératives peuvent donc parfaitement continuer à fonctionner sans ces associés investisseurs.

Au niveau du nombre de voix qui peut être possédée par les associés investisseurs ensuite. L'alinéa 2 de l'article 3 bis met en place un système de limitation du nombre de droits de vote pouvant être possédés par les associés investisseurs ; 35 ou 49% du total des droits de vote selon les hypothèses²³⁰. Avec cet alinéa la loi fixe une limite quant au nombre maximum de voix pouvant être attribué à ces associés investisseurs, maintenant rien n'oblige les associés à conserver cette limite. Ils peuvent en effet parfaitement, guidés par l'idéologie coopérative, autoriser la présence de ces associés mais en fixant des limites inférieures à celles des 35 ou des 49%.

Au niveau des associés investisseurs concernés par la répartition des voix en fonction de l'apport²³¹. Si l'on reprend la rédaction de l'article 3 bis dans son alinéa 3, « Les statuts peuvent prévoir que ces associés non coopérateurs ou certaines catégories d'entre eux disposent ensemble d'un nombre de voix proportionnel au capital qu'ils détiennent. », l'on constate qu'il est tout à fait possible d'imaginer une société coopérative avec des associés investisseurs ne disposant que d'une seule et unique voix lors des assemblées quel que soit leur apport ; cela relève d'un choix des associés, choix encore guidé ici par l'esprit coopératif.

2. La force des limites idéologiques

a. Ce n'est pas l'article 3 bis mais les articles 3 bis

En combinant les diverses possibilités évoquées ci-dessus tout peut être envisageable. On peut se retrouver face à une société coopérative fonctionnant sans associés investisseurs, face à une autre accueillant ces associés investisseurs mais en continuant, pour une partie d'entre eux, de leur distribuer des voix selon le principe « un homme, une voix », face à une autre encore donnant aux associés investisseurs un pouvoir politique en adéquation avec leur investissement mais avec comme limite 20 ou 25% du total des droits de vote, etc. Au final on se retrouve face à une variété de situations, fruit des limites idéologiques, qui toutes, avec plus ou moins de force, réduisent l'atteinte au principe. Les limites idéologiques en sauvegardant

230 Cf. paragraphe I ci-dessus.

231 Cf. sous-section I, I, B, 2.

le principe « un homme, une voix » contribuent donc en partie au maintien d'une bonne gestion démocratique²³². On a ici des limites idéologiques qui pour maintenir une bonne gestion démocratique contribuent fort logiquement au maintien du principe « un homme, une voix ». À ce stade des développements notons toutefois que, aussi surprenant que cela puisse paraître, cela ne sera pas toujours le cas²³³. Toujours est-il qu'on est avec cette force de la philosophie coopérative rigoureusement dans la même situation que celle que l'on peut rencontrer dans les associations ; nouvelle preuve des liens unissant ces deux composantes de l'économie sociale et solidaire. L'immense majorité des assemblées générales des associations fonctionnent en effet selon le principe « un homme, une voix » alors que rien dans la loi ne les y oblige ; ce qui les y oblige c'est l'esprit, associatif cette fois-ci²³⁴.

b. L'esprit est une chose, l'économie en est une autre

La volonté de certains membres de sociétés coopératives de se conformer le plus possible aux valeurs issues de l'histoire coopérative²³⁵ peut en effet facilement se trouver confronter aux réalités économiques actuelles. Pour ces derniers, face à ces contraintes, peu ou pas de choix si ce n'est celui d'être pragmatique en remisant au placard l'esprit coopératif. Face aux contraintes économiques, face à l'urgence de trouver des investisseurs et de les séduire, les limites idéologiques doivent alors s'effacer ; il en va de la survie économique de la société coopérative.

232 Nous verrons dans la conclusion générale de cette thèse que le principe « un homme, une voix » est loin d'être le seul élément à contribuer à une bonne gestion démocratique à l'intérieur des sociétés coopératives.

233 Cf. partie consacrée aux unions de coopératives.

234 Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur cette question lorsque sera étudiée la coopération à l'école.

235 Cf. introduction générale de cette thèse et chapitre I.

B. Les limites superflues et insuffisantes de l'article 3 bis ?

1. Quelle est la force des limites ?

L'étude consacrée aux « investisseurs capitalistes » et aux « investisseurs désintéressés » va ici révéler à quel point les limites légales, comme les limites idéologiques, peuvent se révéler quelque part un petit peu superflues.

a. Les limites financières des « investisseurs capitalistes »

Si l'on reprend ce qui a été écrit à propos des « investisseurs capitalistes » on arrive à la conclusion que ce qui attire les « investisseurs capitalistes », avec toutes les nuances comme on l'a vu qu'il convient ici d'avoir en tête, ce n'est pas tant le pouvoir politique que la rentabilité économique. Dans ces conditions les limites, qu'elles soient issues de la loi ou de la manière de penser de ceux qui font les statuts, si elles ont leurs utilités, peuvent également se révéler superflues. On peut très bien imaginer l'« investisseur capitaliste » satisfait du rendement de son placement à l'intérieur de la société coopérative se désintéresser de la vie politique de cette dernière ou tout du moins regarder celle-ci d'un œil éloigné. Dans ces conditions l'utilité des limites se trouve belle et bien réduite.

b. Les limites philosophiques des « investisseurs désintéressés »

« Dans ces conditions l'utilité des limites se trouve belle et bien réduite ». Cette conclusion faite à propos des « investisseurs capitalistes » peut parfaitement être tenue également à propos des « investisseurs désintéressés », sauf que le mécanisme qui permet d'y arriver est radicalement différent. Si pour les premiers l'argent comptait plus que le pouvoir ce qui conduisait à une telle conclusion, c'est cette fois-ci l'idéologie coopérative qui y conduit. En effet, et en ayant en tête toutes les nuances que l'on a pu découvrir lors de l'étude consacrée aux « investisseurs désintéressés », pour ces derniers ce qui compte ce n'est ni l'argent, ni le pouvoir, mais la philosophie coopérative. Dans ces conditions même sans limite

il est peu probable qu'ils se comporteraient différemment que comme des personnes respectueuses de l'idéologie coopérative comme des personnes, associés de base, qui ne posséderaient alors qu'une seule et unique voix.

2. L'article 3 bis ou l'illusion d'une gestion démocratique : un homme, une voie

Qui paie commande ! En omettant de déterminer le pourcentage de capital que peuvent posséder les associés « investisseurs capitalistes », l'article 3 bis de la loi du 10 septembre 1947 a ouvert la possibilité pour un « investisseur capitaliste », si les besoins en fonds propres de la société coopérative l'exigent, de se retrouver avec la majorité du capital ou pire encore avec sa quasi-totalité. Il y a dans de telles situations potentiellement les conditions d'un recul de la gestion démocratique très largement sous estimé par les commentateurs.

En effet dans ces cas de figure, et ce malgré les limitations en termes de possession de droit de vote prévues par la loi, l'application du principe « un homme une voix » peut se révéler totalement illusoire. Un « investisseur capitaliste » qui possède la majorité ou la quasi-totalité du capital peut ne pas avoir besoin de la majorité des voix pour être le seul à décider de la marche à suivre par la société coopérative car celui-ci possède un incroyable moyen de pression qui peut se résumer par la formule triviale suivante, « si vous ne décidez pas dans mon sens je me retire ». Autrement dit qui paie commande. Si un tel retrait devait s'opérer la société coopérative se trouverait alors dans une situation pour le moins précaire d'où la puissance de cette menace. Bien entendu tous les « investisseurs capitalistes » majoritaires en capital ne vont pas forcément se comporter de la sorte mais il ne faut pas pour autant tomber dans l'excès inverse et être naïf car ce que souhaitent avant tout ces investisseurs c'est un retour sur investissement et dans cette optique les méthodes utilisées peuvent compter bien peu. Mon propos n'est pas ici de les condamner moralement, ce n'est pas le lieu et surtout qui peut se prévaloir de dire ce qui est bien et ce qui est mal, mais de décrire au plus juste une réalité où il est question d'investissements financiers, non de philanthropie, chacun est libre ensuite de juger cette situation en « tête à tête » avec sa conscience. Toujours est-il que l'atteinte au principe et par la même à la gestion démocratique peut se révéler extrêmement sévère.

Néanmoins pour poursuivre sur une note un petit peu plus optimiste ayons en tête ce qui a été dit précédemment pour constater qu'il n'existe pas un type d'« investisseurs capitalistes » mais des types d'« investisseurs capitalistes » et que par conséquent ces derniers peuvent aussi se comporter en partie comme des « investisseurs désintéressés » et donc agir avec les mêmes limites idéologiques, en n'oubliant pas les nuances qui sont attachées à ces dernières.

Pour finir il convient de souligner que nous ne sommes pas ici avec cette problématique au cœur de notre sujet d'étude consacrée à la répartition des droits des votes à l'intérieur des sociétés coopératives et de son corollaire, le degré de gestion démocratique de ces structures. Néanmoins il est intéressant de constater que de tous les éléments, autre que le principe « un homme, une voix », qui ont une influence sur la gestion démocratique, abstention, problématique de la responsabilité sociale des entreprises, etc.²³⁶, la question de la détention du capital apparaît comme l'un des plus importants.

Pour conclure deux choses. Premièrement cette absence de limitation peut aussi théoriquement poser problème si celui qui possède la majorité ou la quasi-totalité du capital est un « investisseur désintéressé ». Néanmoins compte tenu de ce que l'on a dit précédemment il est peu probable que cette situation se révèle problématique. Deuxièmement on peut également dire en guise de conclusion qu'à chaque fois, qu'il n'y pas de limitation en termes de possession de capital et qu'un « investisseur capitaliste » se retrouve en possession d'une grande partie du capital voire de la quasi-totalité de ce dernier, une situation « délicate » pour la gestion démocratique peut apparaître. Cela est vrai ici pour les associés investisseurs, cela sera aussi vrai ailleurs même si cette question ne sera alors pas à nouveau évoquée.

Conclusion sous-section II

Remise en cause du principe « un homme, une voix » il y a. Néanmoins des limites fixées par la loi, supplées à merveille par celles que l'on peut qualifier d'idéologiques²³⁷, permettent de limiter cette remise en cause, même si ces différentes limites peuvent se révéler

236 Cf. conclusion générale de cette thèse.

237 En ayant toujours en tête ici que ces limites idéologiques ne peuvent suppléer les limites imposées par la loi que parce que cette dernière leur en laisse la possibilité.

superflues. Une fois ces éléments connus reste à déterminer l'ampleur de cette limitation. Compte tenu de la marge de liberté accordée aux statuts il est rigoureusement impossible d'établir une conclusion pouvant s'appliquer à l'ensemble des sociétés coopératives. Cependant il est toutefois possible de déterminer un maximum et un minimum. Le maximum c'est le maintien de la répartition des voix selon le principe « un homme, une voix ». Précisions doivent néanmoins être faites ici qu'il ne s'agit que du maximum dans le domaine de la répartition des droits de vote, le maximum d'un point de vue coopératif serait que les statuts n'acceptent pas d'associés investisseurs car rappelons-le, la présence de ces derniers au sein des sociétés coopératives remet en cause un autre grand principe coopératif, celui de la double qualité. Quant au minimum il peut vraiment porter son nom car l'absence de limite fixée par la loi quant à la quotité maximale de capital pouvant être possédée par des associés investisseurs peut réduire à peu de choses le principe « un homme, une voix » et par là même la gestion démocratique. Néanmoins, si l'on met de côté cette problématique, les limites permettent de conserver une bonne gestion démocratique²³⁸ en ayant cependant toujours à l'esprit qu'au final ce sont les nécessités économiques qui commandent ; les meilleures intentions coopératives du monde peuvent en effet très rapidement se trouver confronter à la réalité économique.

Conclusion section I

L'article 3 bis est à la fois utile et inutile. Utile l'article 3 bis l'est dans le sens où il permet aux sociétés coopératives d'accepter des investisseurs sans pour autant les « forcer » à devenir coopérateurs. Cela rompt avec un grand principe coopératif, le principe de la double qualité, mais force est de constater que l'obligation de devenir coopérateur était plutôt un handicap pour attirer des investisseurs. Inutile en grande partie l'article 3 bis l'est aussi, car pour attirer ces mêmes investisseurs il était grandement inutile de prévoir la possibilité de leur accorder plus d'une voix en remettant ainsi en cause un autre grand principe coopératif, le principe « un homme, une voix ». Avec un brin de provocation on pourrait très bien dire que la rédaction de l'article 3 bis aurait pu s'arrêter à l'alinéa 1 sans que cela n'ait guère changé

238 En ayant toujours en tête ici que ces limites idéologiques ne peuvent suppléer les limites imposées par la loi que parce que cette dernière leur en laisse la possibilité.

les choses ! Toutefois puisque remise en cause du principe il y a, il convient d'en mesurer l'atteinte. Dans ce domaine ce que l'on peut dire c'est que la combinaison, limites légales, limites idéologiques, doivent jouer à plein et doivent réduire grandement cette atteinte. Reste, la problématique absence de limitation quant au capital pouvant être possédé par ces investisseurs, et l'apparition d'une notion à des années-lumière de l'esprit coopératif, la notion d'argent. L'atteinte principale au principe est là. L'éventuelle répartition des voix en fonction de l'argent constitue indéniablement un recul dans la gestion démocratique des sociétés coopératives et par la même un recul de l'originalité de ces dernières.

Section II. Quand l'union fait la faiblesse ?

Si la remise en cause du principe « un homme, une voix » au bénéfice des unions de coopératives apparaît en second, pour les raisons exposées précédemment²³⁹, elles sont en revanche d'un point de vue historique, des deux remises en cause évoquées dans ce chapitre II, les premières à avoir pu passer outre à la règle d'égalité dans la répartition des droits de vote. En effet contrairement au texte de l'article 3 bis introduit ultérieurement par la loi du 13 juillet 1992²⁴⁰, les dispositions relatives aux unions de coopératives figuraient dans le statut général de la coopération dès 1947 et n'ont d'ailleurs depuis subi que de très faibles modifications, malgré une période 1947-2014 pourtant marquée par une série de profondes réformes du droit coopératif français²⁴¹. Néanmoins si comme on vient de le voir il existe, et nous aurons l'occasion par d'autres exemples de le revoir à nouveau, des différences notables entre les remises en cause d'« un homme, une voix » orchestrées par l'article 3 bis et par les unions de coopératives, tout n'est pas que différence et il existe également des similitudes entre les deux. De ce fait certains éléments évoqués à propos de l'article 3 bis seront aussi exacts, ici, pour les unions de coopératives. C'est ainsi que comme dans l'étude de l'article 3 bis le but des développements qui suivent est de mesurer l'impact sur le principe et par la même sur la gestion démocratique de la remise en cause orchestrée par les unions : les unions font-elles la faiblesse de la gestion démocratique ?

I. Des atteintes au principe « un homme, une voix » inexistante... ou presque

A. L'article 9 de la loi du 10 septembre 1947

L'article 9 de la loi du 10 septembre 1947 est l'article qui contient l'une des deux remises en cause du principe qui s'adresse à l'ensemble des sociétés coopératives, celles dont bénéficient les unions de coopératives²⁴². Le but dans le cadre d'une union de coopératives de

239 Cf. introduction de ce chapitre.

240 Cf. introduction générale de cette thèse.

241 Cf. introduction générale de cette thèse.

242 L'autre étant bien entendu celle contenue dans l'art. 3 bis.

cette remise en cause du principe « un homme, une voix » est clair ; prendre en compte l'« importance » des sociétés coopératives participant à l'union.

1. Le choix du législateur

On l'a vu dans l'introduction de ce chapitre que la possibilité offerte à des lois de remettre en cause le principe mis en forme à Rochdale s'explique en partie par la nécessité de ne pas bousculer l'ordre, ou plutôt le droit, établi. On a avec les unions de coopératives l'illustration parfaite de ce constat. Il existait en effet avant 1947 des unions de coopératives qui répartissaient les droits de vote de leurs différents adhérents selon un mode différent que celui formulé par les pionniers de Rochdale. C'est ainsi et à titre d'exemple que, comme nous l'avons déjà évoqué dans l'introduction de ce chapitre II, depuis la loi du 7 mai 1917, dont nous aurons l'occasion de reparler²⁴³, les unions des sociétés coopératives de consommation ont la possibilité de déroger au principe « un homme, une voix ».

2. Le choix des statuts

L'article 9 dans son alinéa 1 est rédigé comme suit : « Les statuts des unions de coopératives peuvent attribuer à chacune des coopératives adhérentes un nombre de voix déterminé en fonction soit de l'effectif de ses membres, soit de l'importance des affaires traitées avec l'union et qui leur soit au plus proportionnel ».

Le statut général de la coopération autorise donc les unions de coopératives, à passer outre au principe des pionniers de Rochdale, et à répartir les voix entre ses membres selon d'autres critères que celui basé sur le principe « un homme, une voix »²⁴⁴. Néanmoins il ne s'agit ici, et il convient de bien insister là-dessus, que d'une opportunité octroyée aux unions de coopératives, nous aurons l'occasion d'évoquer à nouveau cette question.

243 Les sociétés coopératives de consommation seront évoquées dans le chapitre VI, section I.

244 Dans le cas contraire les unions de coopératives resteront soumises à l'art. 5 alinéa 1 de la loi du 10 septembre 1947, qui prévoit que « les coopératives peuvent constituer entre elles, pour la gestion de leurs intérêts communs ou le développement de leurs activités, sous le nom d'unions de coopératives, des sociétés coopératives régies par la présente loi », donc aux articles 1 alinéa 3 et 4, donc au principe « un homme, une voix ».

Ceux qui ont à décider de la rédaction des statuts de ces unions peuvent ainsi choisir de répartir les voix lors des assemblées générales selon deux critères qui sont, « l'effectif » d'une part, et « l'importance des affaires » d'autre part, en sachant que la loi précise, et cette précision a son importance, que la répartition doit être au plus proportionnelle à ces deux critères. En effet ce qui va être dit après n'est exact qu'à 100% que si l'on part du postulat que la répartition en fonction de ces deux critères se fait de manière proportionnelle²⁴⁵. Plus précisément les statuts peuvent décider de répartir les voix entre les différents adhérents des unions en fonction de l'effectif présent dans ces entités. La répartition selon le critère de « l'importance des affaires » consiste quant à elle à attribuer aux différents membres de l'union un nombre de voix en fonction du volume des affaires qu'ils réalisent avec l'union.

L'immense intérêt du choix du législateur d'opter pour ces deux critères est qu'on évite les problèmes soulevés par celui basé sur « la qualité des engagements »²⁴⁶. Néanmoins les statuts ne pourront faire l'économie d'une définition précise de ces deux derniers afin de s'épargner des complications ultérieures, les termes utilisés par le législateur étant plutôt vagues, ou tout du moins très généraux. Voilà pour le système mis en place, maintenant que peut-on en dire ?

B. Deux critères pour une atteinte réduite

Si l'on se réfère à ce qui a été dit au paragraphe précédent, et il n'y pas de raison de ne pas s'y référer, la répartition autre qu'en appliquant le principe « un homme, une voix » si elle est décidée par l'union peut se faire suivant deux critères. La question qui va nous intéresser maintenant va être celle de la mesure de l'impact de ces deux critères sur le principe « un homme, une voix » et donc par voie de conséquence sur la gestion démocratique.

245 Cf. chapitre III consacré aux sociétés coopératives agricoles.

246 Cf. chapitre III consacré aux sociétés coopératives agricoles.

1. La parole est aux experts

a. La mise en place d'un système identique

La répartition des voix entre les différents adhérents à l'union en fonction de l'importance des effectifs n'est en effet pour certains ni plus ni moins que l'application du principe « un homme, une voix ». Pour le Professeur Roger SAINT-ALARY la répartition des voix en fonction des effectifs n'est « au fond que l'application du principe démocratique »²⁴⁷. Il est vrai qu'à l'intérieur d'une union accorder par exemple 5 voix à une société coopérative qui compte 10 associés, 10 voix à une autre qui en possède 20, etc., revient à appliquer le principe « un homme, une voix ». La seule différence ici c'est que l'on passe d'un suffrage direct à un suffrage indirect puisque lors des assemblées de l'union ce n'est pas l'associée personne physique qui s'exprime mais la société à laquelle il appartient. Néanmoins, en tout état de cause, on ne retrouve ici derrière ce critère qu'une question d'homme.

b. La mise en place d'un système intermédiaire

α. L'avis du Professeur SAINT-ALARY

Toujours pour le Professeur Roger SAINT-ALARY mais cette fois-ci à propos de la répartition qui se ferait selon le deuxième critère, celui de « l'importance des affaires », celui-ci estime que si cette répartition constitue une atteinte au « principe démocratique », pour reprendre ces termes, elle reste « encore modeste »²⁴⁸. Il est vrai qu'il ne s'agit ici que, entre guillemets, d'une répartition en fonction de « l'importance des affaires ». En effet si derrière cette répartition on ne retrouve plus comme avec le critère des effectifs une question d'hommes, nous ne sommes pas pour autant dans l'hypothèse de la section I d'une répartition basée sur une notion d'argent. Nous sommes dans un système intermédiaire où derrière la

247 R. SAINT-ALARY, *Éléments distinctifs de la société coopérative*, RTD com., 1952. p. 485.

Paragraphe n°27 : « Les unions de coopérative sont les premières à pouvoir l'écarter [à savoir le principe « un homme, une voix »]. L'article 9, alinéa 2 [devenu depuis la loi du 31 juillet 2014 l'article 9 alinéa 1], dispose que, si elles peuvent attribuer à chacune des coopératives existantes un nombre de voix déterminé en fonction de l'effectif de ses membres, ce qui n'est au fond que l'application du principe démocratique, [...] ».

248 Cf. ci-après : « 2. : Deux modes de répartition similaires ? ».

répartition en fonction du volume des affaires se retrouve une idée de travail donc quelque part une question d'hommes. Néanmoins ce qu'il faut aussi bien avoir en tête c'est que derrière cette idée de travail se retrouve, au moins en partie, une question d'argent. En effet la mesure des affaires des différentes sociétés coopératives vis-à-vis de l'union dépend pour une bonne part des capitaux que ces dernières ont investis.

β. L'avis d'A. NAST

Dans la mesure de l'atteinte au principe A. NAST est quant à lui sur une ligne sensiblement différente de celle du Professeur SAINT-ALARY. Ce dernier estime dans sa thèse²⁴⁹ bientôt centenaire, mais qui n'en demeure pas moins, du moins pour ce qui nous intéresse ici, toujours d'actualité, qu'on aurait pu dire, « s'il n'avait pas dû en résulter des difficultés pratiques considérables, que le nombre de voix serait proportionné au chiffre annuel d'achats, dans une société de consommation, à la somme de travail fourni, dans une société de production ou d'une manière générale, pour prendre en considération toutes les possibilités, proportionné au volume des opérations liées à l'objet », A. NAST ajoute, « C'était une autre manière d'abolir la prédominance du capital ». Pour A. NAST la mise en place d'une répartition des voix en fonction du volume des affaires entre l'union et ses membres n'a donc aucune conséquence sur la gestion démocratique des sociétés coopératives.

L'éventuel abandon du principe « un homme, une voix » et la mise en place d'une répartition des voix basée, soit sur l'importance des effectifs, soit sur un volume des affaires, aboutit au final à la mise en place de systèmes avec peu ou pas d'impact sur la gestion démocratique de la société coopérative et qui plus est, nous le verrons plus tard, apparaissent également comme très coopératifs dans leurs façons de fonctionner. On peut même aller plus loin et s'interroger sur la pertinence d'établir une distinction quant aux résultats produits par ces deux critères.

249 A. NAST, *Le régime juridique des coopératives* : thèse Paris 1919, Code de la coopération : Sirey 1928.

2. Deux modes de répartitions similaires ?

Nous venons de le voir répartir les voix selon l'importance des effectifs aboutit à l'application indirecte du principe « un homme, une voix ». Les quelques lignes qui vont suivre vont être l'occasion de se demander si même à appliquer le second critère nous n'arrivons pas à la même conclusion.

En réalité le problème avec ce second critère, et encore pas pour tout le monde, survient lorsqu'il n'y a pas adéquation entre le montant des affaires et le volume des effectifs. C'est dans cette hypothèse que l'on peut considérer qu'il y a remise en cause du principe. Remise en cause du principe il y a car une des sociétés coopératives adhérentes de l'union se retrouve avec plus de pouvoir qu'une autre alors même que cette dernière dispose de plus d'associés. Il n'y a plus alors comme dans l'hypothèse d'une répartition en fonction des effectifs maintiens indirects du principe « un homme, une voix ». Or bien souvent à l'intérieur d'une union le volume des affaires réalisées par les différentes composantes avec cette dernière se recoupe avec l'importance de leurs effectifs respectifs. Si l'on prend par exemple l'hypothèse d'une union de sociétés coopératives artisanales²⁵⁰ il est probable qu'il y a adéquation entre le volume des affaires réalisées et les effectifs des membres de l'union, sauf différentiel de productivité conséquente. Les seules exceptions à cette règle pourraient survenir en cas d'unions regroupant des sociétés coopératives alors même que ces dernières n'évoluent pas dans un domaine d'activité semblable ou qu'elles ne présentent pas le même degré de mécanisation, en sachant ici que la très grande majorité des unions de coopératives regroupe des sociétés coopératives appartenant à la même famille²⁵¹. C'est l'exemple de deux sociétés coopératives ouvrières de production, la première évoluant dans le domaine du textile, il en existe encore... quelques-unes, et présentant un effectif en main-d'œuvre important, la seconde exerçant dans le domaine informatique, sorte, pour reprendre un terme à la mode il y a quelques années, de start-up coopérative à l'effectif réduit mais à l'activité dynamique. Dans ces conditions cette dernière peut parfaitement réaliser plus d'affaires avec l'union tout en ayant moins voir beaucoup moins d'effectifs. C'est aussi l'exemple de deux autres sociétés coopératives ouvrières de production, l'une fonctionnant avec beaucoup de

250 Cf. chapitre VI, section II, sous-section I.

251 Il est vrai que les unions de coopératives qualifiées de mixtes, c'est-à-dire regroupant par exemple des sociétés coopératives agricoles et des sociétés coopératives de consommation, sont extrêmement rares. C'est d'ailleurs, au passage, en partie pour lutter contre ce « sectarisme » que le législateur décida de la création des Unions d'Économie Sociale (UES).

machines, l'autre s'appuyant plus sur le travail d'« humains ». Au final les affaires réalisées avec l'union risquent d'être identiques et pourtant les effectifs seront fort différents.

Choisir le critère de répartition basée sur « l'importance des affaires » revient donc dans une grande majorité des cas à appliquer, comme pour le critère basé sur les effectifs, le principe « un homme, une voix » de manière indirecte.

Si l'on dresse le bilan de ce paragraphe I, très rares sont donc les hypothèses où la remise en cause du principe « un homme, une voix » peut poser problème et encore car dans ces dernières hypothèses l'atteinte au principe se révèle que peu problématique pour l'opinion la plus « pessimiste » et même pas du tout problématique pour d'autres. En tout état de cause peu ou pas problématique l'abandon du principe « un homme, une voix » ne peut se faire que dans un cadre strictement limité.

II. Une application du principe « un homme, une voix » sujette à controverse

A. Les limites dans l'application des nouveaux critères

Les unions de coopératives, si elles peuvent choisir de ne plus fonctionner suivant le principe « un homme, une voix », ne disposent cependant pas pour autant d'une latitude totale dans leurs choix car il existe des limites auxquelles les statuts doivent logiquement se conformer. On est avec les unions de coopératives dans une situation rigoureusement identique à celle de l'article 3 bis. Se pose néanmoins ici la question de l'utilité d'une étude consacrée aux limites de l'application de ces deux modes de répartition qui ne semble pas devoir nous concerner. En effet au premier abord on comprend mal pourquoi l'étude des limites de quelque chose qui, pour l'un ne pose aucun problème et qui pour l'autre en pose très peu, pourrait avoir une quelconque importance. Les lignes qui suivent vont être l'occasion de démontrer que les choses sont éminemment plus complexes.

1. Les limites externes

Ce premier paragraphe sera consacré à l'étude des limites externes, limites externes dans le sens où ce sont des limites qui sont, ou qui ne sont pas, imposées par la loi et qui peuvent donc être considérées comme provenant de l'extérieur de l'union.

À l'image de ce que l'on a constaté pour l'article 3 bis, le texte de l'article 9 de la loi de 1947 encadre l'abandon du principe « un homme, un homme ». Toutefois les limites présentes ici sont moindres que celles prévues à l'article 3 bis. La seule qui existe est celle-ci : quel que soit le mode de répartition choisie, répartition basée sur les effectifs ou répartition basée sur « l'importance des affaires », cette répartition devra être au plus proportionnelle, article 9 alinéa 1, « Les statuts des unions de coopératives peuvent attribuer [...] un nombre de voix déterminé en fonction soit de l'effectif de ses membres, soit de l'importance des affaires traitées avec l'union et qui leur soit au plus proportionnelle ». On ne peut donc rencontrer dans les unions de coopératives un système similaire à celui que l'on peut retrouver dans les sociétés par actions simplifiées dans lequel il n'y a plus un rapport de proportionnalité entre les droits de vote attribués et le capital possédé²⁵². On mesure ici toute l'utilité de cette limite car une répartition autre que proportionnelle s'avérerait problématique pour la gestion démocratique. Si l'on prend la répartition en fonction des effectifs celle-ci ne peut en effet être comparée à la répartition basée sur le principe « un homme, une voix » que parce que cette dernière se fait de manière proportionnelle. De même si l'on prend la répartition en fonction de « l'importance des affaires » celle-ci apparaîtrait beaucoup moins « satisfaisante » si elle ne faisait pas de manière proportionnelle. Pour en terminer avec ces limites externes on remarquera l'absence de limitation quant aux nombres de voix pouvant être possédés par un même membre de l'union et l'éventuelle atteinte à la pluralité démocratique qui peut en découler²⁵³. On remarquera aussi ici la déception qui sera celle de

252 L'art. L.225-122 I. du Code de commerce : « Sous réserve des dispositions des articles L.225-10, L.225-123, L.225-124, L.225-125 et L.225-126, le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins. Toute clause contraire est réputée non écrite. », ne s'applique en effet pas aux sociétés par actions simplifiées conformément à l'alinéa 3 de l'art. L.227-1 de ce même Code de commerce.

Art. L.227-1 alinéa 3 du Code de commerce : « Dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières prévues par le présent chapitre, les règles concernant les sociétés anonymes, à l'exception des art. L.224-2, L.225-17 à L.225-126, L.225-243 et du I de l'art. L.233-8, sont applicables à la société par actions simplifiées. Pour l'application de ces règles, les attributions du conseil d'administration ou de son président sont exercées par le président de la société par actions simplifiées ou celui ou ceux de ses dirigeants que les statuts désignent à cet effet ».

253 Nous reviendrons plus longuement sur cette question dans le chapitre V consacré aux sociétés coopératives ouvrières de production.

ceux qui voient en la répartition en fonction de « l'importance des affaires » quelque chose de négatif face à cette absence de limite.

2. Les limites internes

Après avoir évoqué les limites externes voyons maintenant celles qui proviennent de l'intérieur même de l'union autrement dit des associés qui la composent. Il s'agit bien entendu ici des limites imposées par la philosophie coopérative. On l'a déjà démontré dans la section I, à partir du moment où une marge de manœuvre est donnée par la loi aux statuts les limites idéologiques propres à ceux qui font la coopération trouvent logiquement à s'appliquer²⁵⁴.

a. Les limites idéologiques des unions

Les limites idéologiques jouent à deux niveaux : au niveau du choix de mettre en place ou non dans les unions une répartition autre que celle basée sur le principe théorisé par les pionniers, et au niveau du choix du mode de répartition, répartition en fonction des effectifs ou répartition en fonction de « l'importance des affaires ». Au niveau de l'abandon ou non du principe « un homme, une voix » tout d'abord car ce sont les rédacteurs des statuts ou plus tard les associés réunis lors d'assemblées générales extraordinaires, « les statuts des unions de coopératives peuvent [...] »²⁵⁵, qui décident ou non de renoncer au principe « un homme, une voix ». Au niveau de la répartition qui va être mise en place ensuite car à partir du moment où l'abandon du principe « un homme, une voix » est actée les associés doivent choisir l'une des deux répartitions proposée par la loi ; soit attribution des voix en fonction « de l'effectif », soit en fonction de « l'importance des affaires ». Une fois que l'on connaît les « lieux » où les limites idéologiques peuvent s'appliquer demeure le plus intéressant ; déterminer comment elles vont s'appliquer. S'ouvre alors avec cette question des problématiques liées aux concepts d'égalité et d'équité.

254 Dans la suite des développements par limites idéologiques il faudra donc entendre limites idéologiques propres à ceux qui font la coopération.

255 Art. 9 alinéa 1 de la loi du 10 septembre 1947.

b. Le choix des rédacteurs des statuts

Les rédacteurs des statuts, ou plus tard dans la vie de l'union leurs successeurs, ont donc des choix à faire et de ces choix dépendra le niveau de la gestion démocratique de l'union.

Concernant le second de ces choix, si l'on reprend l'ordre établi au paragraphe a, la philosophie coopérative devrait fort logiquement conduire les associés à opter pour le critère des effectifs, impeccable, on l'a vu, démocratiquement parlant. Néanmoins contraints par des éléments d'ordre économique une entorse au dogme coopératif et un choix porté sur le critère de « l'importance des affaires » n'auraient malgré tout, pour des considérations d'ordre statistique, que peu de conséquences sur la gestion démocratique.

Concernant cette fois-ci le premier de ces choix on pourrait penser au premier abord que cette même philosophie coopérative devrait conduire les associés à ne rien changer et à conserver comme mode de répartition des voix celui qui historiquement a toujours été celui des sociétés coopératives. Ce serait oublier que le principe « un homme, une voix » ne va pas nécessairement dans le sens d'une meilleure gestion démocratique. On a vu précédemment que l'abandon du principe « un homme, une voix » et son remplacement par une nouvelle répartition basée sur les effectifs ou « l'importance des affaires » aboutissait dans la plupart des cas à la mise en place indirecte du principe « un homme, une voix ». A l'inverse le maintien du principe « un homme, une voix » à l'intérieur des unions de coopératives aboutit en réalité à une situation de non-application du principe où une société coopérative de 20 membres peut posséder le même nombre de voix qu'une autre qui en possède 2. C'est pourquoi l'union doit renoncer à appliquer le principe « un homme, une voix » afin de garantir une meilleure gestion démocratique. On est ici au cœur d'une problématique largement sous-estimée dans le monde coopératif qui par des raccourcis admet encore bien volontiers une corrélation automatique entre principe « un homme, une voix » et gestion démocratique.

B. L'égalité rime-t-elle avec démocratie ?

Ceci n'est pas la dernière question au programme de l'épreuve de philosophie du dernier baccalauréat mais bien la question qui va nous intéresser dans les développements suivants. Il va en effet être question dans les lignes qui suivent des liens complexes qui existent entre le principe « un homme, une voix » et la gestion démocratique. A ce stade de l'introduction deux précisions doivent être faites. Tout d'abord il convient de préciser que le débat qui va nous occuper ici ne concerne que l'hypothèse qui prête à discussion de l'abandon du principe « un homme, une voix » au profit d'une répartition en fonction de « l'importance des affaires », l'autre répartition, celle en fonction de l'importance des effectifs, n'étant que la traduction indirecte d'« un homme, une voix » et pour laquelle il n'y a donc pas lieu de s'interroger. Ensuite il convient également de souligner que le débat qui va suivre dépasse très largement le cadre de la simple répartition des droits de vote, le cadre des unions de coopératives stricto sensu et même, nous allons le voir, le simple cadre du droit.

1. Le respect de la tradition en question

La répartition des voix en fonction du principe « un homme, une voix » est pour les sociétés coopératives, outre celle qui est la plus simple à mettre en place, la plus ancienne des façons de répartir les droits de vote. Elle est par là même profondément ancrée dans la manière de fonctionner de ces dernières. Rien, ni l'ancienneté à l'intérieur de la société coopérative, ni la participation dans le capital de cette dernière, ni le rôle joué par les différents coopérateurs dans la société, ni l'activité réalisée avec la société coopérative ou l'union, ne peut changer la règle ; chaque homme doit disposer lors des assemblées générales d'une seule et unique voix. Toute la question est ici de savoir si la tradition est toujours une bonne chose.

a. Une question impossible à trancher ?

Il y a deux façons de voir l'abandon du principe :

D'un côté l'on peut se dire que ce qui a fait l'essence d'une bonne partie de la société coopérative c'est cette idée de voir le droit de vote attaché à l'être humain où peu importe ce que ce dernier amène en terme de travail et encore plus en terme d'argent.

D'un autre côté l'on voit bien aussi que ce système peut apparaître comme profondément injuste ou sans aller jusque-là comme inéquitable. Si l'on prend l'exemple d'un coopérateur qui de par son expérience joue un rôle clé dans le fonctionnement quotidien de la société coopérative²⁵⁶, il n'apparaît pas juste que ce dernier, compte tenu de ce qu'il apporte en plus à la société coopérative, soit traité de la même façon que les autres coopérateurs²⁵⁷. En réalité à partir du moment où il n'y a plus adéquation entre ce qui est donné en terme de droit de vote par la société coopérative et ce qui est reçu par cette dernière il apparaît une situation problématique. Si l'on prend l'exemple d'une société coopérative ouvrière de production, et que l'on met de côté le ou les coopérateurs au rôle éminent, il n'apparaît pas choquant que les coopérateurs ouvrières ou ouvriers reçoivent le même nombre de voix que le ou la secrétaire coopérateur car la quantité de travail, même si elle diffère d'un point de vue technique, est bon gré mal gré sensiblement identique. En revanche accorder à différents membres d'une union un même nombre de voix alors même que ces derniers n'apportent pas la même chose à cette dernière peut apparaître comme une situation choquante. Il apparaît en effet quelque part logique que la société coopérative qui fasse le plus travailler l'union soit aussi celle qui dispose du plus grand nombre de voix lors des assemblées générales. Néanmoins l'abandon du principe « un homme, une voix », au nom d'une plus grande justice ou tout du moins d'une plus grande équité, peut-il se justifier sur la base de la notion de travail lorsqu'on sait que chaque personne physique ne dispose pas des mêmes atouts physiques, économiques, sociaux, et culturels, et que donc à travail égal tout le monde n'arrive pas au même résultat. C'est exactement la même chose pour les personnes morales car ce raisonnement s'il est vrai pour les personnes physiques l'est aussi pour les personnes morales. En effet elles non plus ne disposent pas des mêmes atouts au départ ne serait-ce que par la variété des personnes physiques qui la composent. Il faut également bien avoir en tête que, comme nous l'avons déjà signalé, derrière cette notion de travail se retrouve aussi parfois une notion d'argent. De même favoriser ceux qui font « le plus d'affaires » n'est-ce pas introduire une certaine

256 Il peut s'agir par exemple d'un ouvrier coopérateur qui dans une société coopérative ouvrière de production serait en charge du management d'autres coopérateurs ouvriers.

257 Attention tout de même ici au risque de dérive gérontocratique car ces associés avec de l'expérience sont aussi ceux qui fort logiquement sont les plus âgés. En leur accordant plus de pouvoirs le risque de voir la démocratie coopérative se transformer en gérontocratie est en effet bien présent (cf. introduction de ce chapitre).

concurrence qui n'est pas toujours la mieux placée pour promouvoir la notion de justice. De plus il convient d'avoir en tête que « l'importance des affaires » n'est pas nécessairement en rapport avec la quantité de travail fourni, nous aurons l'occasion de développer cette question lorsque nous évoquerons les sociétés coopératives agricoles dans le chapitre III. En tout état de cause et en guise de conclusion ayons à l'esprit qu'on touche ici à des sujets éminemment complexes et qui dépassent largement, voire très largement, le simple cadre du droit et où prendre position se révèle être compliqué et ne peut se faire que dans la nuance ; le législateur a quant à lui tranché.

b. Un mécanisme au final très coopératif

Que ce soit dans la loi du 10 septembre 1947 ou dans certains statuts spéciaux le législateur a tranché et a parfois fait le choix d'une démocratie qui repose moins sur l'égalité que sur l'équité. Au final la répartition des voix en fonction de « l'importance des affaires » est tout sauf un mécanisme exceptionnel dans le droit coopératif. En effet on retrouve au niveau de la répartition des droits de vote en fonction de « l'importance des affaires » un système similaire au mécanisme de la ristourne qui a cours dans les sociétés coopératives lors de la distribution des bénéfices, le monde de la coopération parlant plus volonté ici d'excédents²⁵⁸. L'article 15 de la loi du 10 septembre 1947 prévoit dans son alinéa 1^{er} que l'excédent ne peut être réparti qu'en fonction de deux critères ; le volume des opérations réalisées entre l'associé et la société coopérative ou, le volume de travail effectué par ce dernier à l'encontre de cette dernière²⁵⁹. De même le Code rural et de la pêche maritime prévoit dans les sociétés coopératives agricoles une corrélation entre le nombre de parts à acquérir par chaque coopérateur et « l'engagement d'activité » que ce dernier a pris envers la société coopérative, article L.521-3 du Code rural et de la pêche maritime²⁶⁰. L'article R.523-1-1 alinéa 3 de ce même Code rural et de la pêche maritime ajoute également que « les statuts fixent obligatoirement les modalités de souscription ou d'acquisition des parts sociales pour

258 Excédent apparaît en effet comme un terme plus « coopérativement correct ».

259 Art. 15 alinéa 1 de la loi du 10 septembre 1947 : « Nulle répartition ne peut être opérée entre les associés si ce n'est au prorata des opérations traitées avec chacun d'eux ou du travail fourni par lui ».

260 Art. L.521-3 du Code rural et de la pêche maritime : « Ne peuvent prétendre à la qualité et à la dénomination de coopérative ou d'union que les sociétés dont les statuts prévoient :

a) L'obligation pour chaque coopérateur d'utiliser les services de la société pour une durée déterminée, et corrélativement, de souscrire une quote-part du capital en fonction de cet engagement d'activité ; [...] ».

chaque associé coopérateur, en fonction, soit de l'importance des opérations qu'il s'engage à effectuer avec la société, soit de l'importance de son exploitation ».

2. Égalité, équité et abstention

On l'a déjà souligné ces questions d'égalité, d'équité, dépassent très largement le simple cadre de la répartition des droits de vote sans toutefois pour autant quitter la problématique de la gestion démocratique.

On a vu dans l'introduction de ce chapitre que la possibilité de remettre en cause le principe « un homme, une voix » s'inscrivait, au moins en partie, dans une démarche d'acceptation d'une revendication propre aux sociétés coopératives ouvrières de production. Cette revendication c'était celle de pouvoir accorder plus de voix aux associés les plus anciens de la société coopérative. En se situant dans la problématique de la gestion démocratique que faut-il penser de cette revendication ? L'on sait que l'un des dangers les plus importants qui menacent la gestion démocratique, nous en reparlerons dans la conclusion générale de cette thèse, est le développement exponentiel de l'abstention à l'intérieur des assemblées générales des sociétés coopératives ; point d'originalité coopérative ici par rapport au monde des sociétés dans leur ensemble ou plus largement par rapport aux phénomènes constatés dans les démocraties occidentales. Une fois ce constat dressé se pose la question de la lutte contre cette dernière. Pour résumer, que l'on soit au niveau d'une société, coopérative ou non, ou que l'on se situe au niveau d'un pays, l'abstention est le fait, sauf rares exceptions, de personnes qui ont l'impression, à tort ou à raison, de ne plus appartenir à la même communauté de destin et ne voient donc plus par là même l'utilité de participer aux décisions qui engagent l'avenir de cette dernière. On le voit parfaitement au niveau d'un pays où, et encore une fois sans faire de généralités, les populations qui participent le moins aux élections sont celles qui sont le plus en difficultés socio-économiques. C'est la même chose au niveau des sociétés en général et des sociétés coopératives en particulier ; plus l'on se sent appartenir à sa société et plus on participe aux décisions qui engagent celle-ci. Ce constat étant posé toute la difficulté réside maintenant dans la découverte de solutions favorisant cette appartenance ; le « chouchoutage » des associés les plus anciens en est une. Choyer les associés les plus anciens développe en effet chez eux un sentiment d'appartenance à la société

auxquelles ils appartiennent luttant ainsi contre l'abstention et cela à deux niveaux. Tout d'abord l'octroi aux associés les plus anciens de plus de voix a pour conséquence logique de favoriser leur maintien au sein de la société coopérative. Outre le gain « technique » que cela procure²⁶¹, la conséquence de cette longévité au sein de la société est de favoriser le sentiment d'appartenance synonyme on l'a vu d'une meilleure participation. En effet ce qui est constaté c'est que plus on reste longtemps dans la même structure et plus on développe un sentiment fort d'appartenance à cette dernière ; voilà pour le premier niveau. Choyer les associés les plus anciens lutte également contre l'abstention en montrant à ces derniers qu'ils comptent pour la société à laquelle ils appartiennent et la considération va de pair avec le développement du sentiment d'appartenance. On ou plutôt les associés se trouvent donc ici en matière de lutte contre l'abstention devant un sacré dilemme : renoncer au principe « un homme, une voix » au risque d'affaiblir la gestion démocratique de leurs sociétés, ou maintenir ce dernier en sachant que cette action les prive d'un moyen efficace de lutte contre l'abstention, phénomène qui menace cette même gestion démocratique. Il revient donc aux statuts et surtout à ceux qui les rédigent ou les modifient de peser le pour et le contre pour arriver à la meilleure gestion démocratique possible.

L'égalité rime-t-elle avec démocratie est une question qui dépasse très largement le cadre du droit et mobilise des matières comme l'économie, la sociologie, ou la philosophie et à laquelle il est difficile de répondre. Néanmoins ce que l'on peut dire c'est qu'il a été démontré dans ce paragraphe B que la remise en cause du principe « un homme, une voix » peut être quelque chose de positif pour la gestion démocratique, en sachant que son abandon au profit de l'équité reste aussi quelque chose, et la section II de ce chapitre II en est une parfaite illustration, qui contrarie une bonne gestion démocratique. Toujours est-il que positif ou non pour la gestion démocratique retenons pour terminer que l'égalité est loin d'être la seule et unique règle qui prévaut à l'intérieur des sociétés coopératives.

261 Disposer pour une société coopérative d'associés expérimentés ne peut être qu'un atout, aussi bien pour le fonctionnement juridique et économique de la société (connaissance de la loi, de la façon avec laquelle doit fonctionner une société...), que pour des questions liées à la production au sens large car rappelons-le, les associés d'une société coopérative sont associés mais sont également ceux qui travaillent dans la structure et sur qui reposent la production de cette dernière.

Conclusion section II

Les unions font-elles la faiblesse de la gestion démocratique ? Oui si la répartition des voix continue à se faire selon le principe « un homme, une voix », non si le critère retenu pour répartir les voix est celui des effectifs, oui et non ou plutôt oui ou non si c'est celui de « l'importance des affaires » qui est cette fois retenu.

Oui car à partir du moment où les membres de l'union n'ont pas le même effectif appliquer le principe « un homme, une voix » porte atteinte à la gestion démocratique.

Non car l'abandon de la répartition des voix en fonction du principe « un homme, une voix » et son remplacement par une répartition basée sur le critère des effectifs n'a aucune incidence sur la gestion démocratique, mieux encore il y contribue.

Oui ou non car l'abandon du principe et son remplacement par une répartition des voix basée sur « l'importance des affaires » appelle une réponse plus nuancée. Non dans les hypothèses où il y a adéquation entre les effectifs et le volume des affaires puisque dans ces situations, comme nous l'avons vu, le choix d'une répartition basée sur « l'importance des affaires » produit le même résultat qu'une répartition basée sur les effectifs à savoir l'application indirecte du principe « un homme, une voix ». Oui ou non dans les autres hypothèses car dans ces dernières il y a deux façons de voir les choses. Soit l'on considère qu'il n'y pas atteinte à la gestion démocratique, soit l'on considère que cette dernière est touchée de manière peu importante.

Voilà pour ce qui est des hypothèses qui peuvent être envisagées et de leurs impacts sur la gestion démocratique. Pour dresser une conclusion reste maintenant à déterminer laquelle sera retenue. Comme pour l'article 3 bis tout dépendra pour une large part des statuts. Logiquement l'esprit coopératif doit conduire ces derniers à renoncer au principe « un homme, une voix » et à choisir de répartir les droits de vote selon le critère des effectifs ; preuve comme nous l'avons vu qu'égalité ne rime pas automatiquement avec gestion démocratique. L'occasion aussi ici de réfléchir sur le bénéfice que pourrait tirer cette gestion démocratique de l'abandon, dans certaines hypothèses, du sacro-saint principe « un homme, une voix ». Tout autre choix opéré par les statuts impacterait plus ou moins fortement la gestion démocratique. Le plus ennuyeux serait l'hypothèse du maintien à l'intérieur de l'union d'une répartition des voix basée sur le principe « un homme, une voix » ; possible en théorie,

improbable en pratique. Par contre en pratique le choix des statuts peut se porter sur une répartition basée sur le second des critères, « l'importance des affaires ». À considérer ce choix comme problématique pour la gestion démocratique il n'y a cependant pas lieu de trop s'émouvoir car en tout état de cause les hypothèses problématiques ne concernent que peu de cas. De plus lorsque l'on sait que le nombre d'unions de coopératives est faible²⁶² on mesure à quel point le débat qui nous occupe ici est plus théorique que pratique.

Au final, et c'est bien cela qui nous intéresse dans cette thèse, si atteinte au principe « un homme, une voix » il y a elle n'est pas à chercher dans les unions de coopératives...

Conclusion chapitre II

Similitudes et différences. Nous avons eu l'occasion de le constater au cours des différents développements de ce chapitre, il existe de nombreux points communs entre ce qui est mis en place au niveau des associés investisseurs de l'article 3 bis et au niveau des unions de coopératives. La première de ces similitudes c'est la possibilité qui leur est à tous les deux offerte par la loi de remettre en cause un principe multiséculaire et qui fait pour une bonne part l'originalité des sociétés coopératives. Néanmoins, comme nous l'avons aussi constaté, tout n'est pas que similitudes. L'une de ces différences est rapport au critère qui est retenu pour distribuer les voix lors des assemblées générales. Alors que derrière le critère des effectifs ou de « l'importance des affaires » se retrouve bon gré mal gré globalement une question d'homme, derrière le critère choisi dans le cadre de l'article 3 bis ne se retrouve plus une question d'homme mais une question d'argent alors qu'historiquement le mouvement coopératif s'est toujours efforcé de faire passer ce dernier derrière ce premier. Ce qui est grave avec le système mis en place par l'article 3 bis ce n'est pas tant le fait d'accorder plus d'une voix à ces personnes qui investissent, ces investisseurs prenant un risque on pourrait considérer qu'il est équitable de procéder de la sorte, ni même qu'ils se répartissent ces voix de manière proportionnelle, que le critère qui est choisi pour cette répartition. Une autre différence, la première, c'est bien entendu les résultats diamétralement opposés pour la gestion démocratique des deux mécanismes retenus. Si pour la gestion démocratique avec les

262 Cf. introduction de ce chapitre.

unions de coopératives on est dans le domaine du gain, à l'inverse avec l'article 3 bis on est dans celui de la perte.

A mi-chemin ou pour les plus sportif à la mi-temps de cette thèse le bilan que l'on peut dresser de l'application du principe « un homme, une voix » est mitigé. En effet le choc de la « modernité » a été rude mais les « amortisseurs » présents.

Quant aux sociétés coopératives agricoles et aux banques coopératives plus particulièrement elles apparaissent dans une sorte de moyenne, l'étude des six autres grand types de coopération dans la seconde partie ne feront que confirmer ce constat.